

Avis voté à la séance plénière du 11 septembre 2019

Cohésion et transitions : agir autrement

Rapport annuel sur l'état de la France 2019

Déclaration du groupe de la Mutualité

Le Rapport annuel sur l'état de la France 2019 nous invite à construire un pacte économique, social et écologique dont l'objectif est de réduire les fractures sociales et territoriales existantes dans notre pays. Cette construction doit s'inscrire dans une politique globale qui doit nous amener à sortir d'une logique en silos qui nous conduit trop souvent à casser les dynamiques d'acteurs qui aujourd'hui construisent une société pour demain.

Le groupe de la mutualité, au regard de la richesse de ce rapport, souhaite insister sur trois défis.

Le premier, le rapport pointe la question du pouvoir d'achat qui a été au cœur des tensions sociales que notre pays a connus ces derniers mois : les dépenses contraintes de ceux qui ont le moins au quotidien leur laisse un reste à vivre proche de zéro qui entraîne des renoncements à l'alimentation, aux soins, aux loisirs,...

Le poids du coût du logement dans le budget des ménages, pointé dans l'avis sur la grande pauvreté, s'amplifie et devient un problème majeur pour les plus modestes.

Bien que la France ait l'un des taux de pauvreté le plus faible, la grande pauvreté est un phénomène qui s'intensifie et s'étend à de nouvelles populations. Face à ce constat, la persistance de la pauvreté est un scandale pour notre société. Elle est d'autant plus inacceptable que nous avons la conviction qu'il est possible d'agir.

Notre assemblée l'a souligné en juin dernier, des solutions concrètes existent si la ferme volonté de lutter contre la grande pauvreté s'exprime dans notre pays.

Ne pas réussir à relever ce défi qui nous engage toutes et tous serait une défaite pour notre République : Agissons pour éradiquer la grande pauvreté !

Le second point sur lequel le groupe de la mutualité souhaite insister et que le rapport pointe également, est la question de la nécessaire relocalisation d'activités : l'actualité de cet été nous a d'ailleurs démontré la nécessité d'une relocalisation de certaines productions avec la pénurie de médicaments liée en partie à une délocalisation d'une part croissante de la production de principes actifs en Asie. En plus d'une question d'emplois, c'est aussi une question de santé publique : aujourd'hui les ruptures de stocks concernent environ 600 médicaments contre une cinquantaine il y a dix ans !

Cette situation est une illustration de ce qui peut fragiliser ce à quoi les Français sont attachés : l'accès de toutes et tous à des soins et à une prise en charge sanitaire de qualité sur les territoires.

Pourquoi insister sur ce point, c'est parce que la grande pauvreté, le sentiment d'abandon, est un élément qui vient percuter ce à quoi nous sommes attachés : le vivre ensemble.

Être dans un système démocratique qui permette la place de chacune et chacun dans notre société constitue ainsi notre troisième défi pour construire un modèle de société plus unie qui répare les défaillances de l'ascenseur social, et renforce la cohésion sociale.

Pour redynamiser notre démocratie, le rapport plaide pour le développement de la participation citoyenne aux orientations des politiques publiques : la convention citoyenne qui se déroulera jusqu'en février, ici au CESE, sera une première étape.

Le groupe de la mutualité a voté l'avis.